



Merci pour vos remarques et vos contributions
Prochain numéro courant Février 2023

Activité du SIAO/115

1285 appels en Décembre 2022 dont :

- 276 demandes orientées vers les abris de nuit
- 3 orientations vers des hébergements dont 3 suite à des violences.
- 106 appels réorientés vers l'Instance de Régulation
- 49 demandes orientées vers l'hôtel dont 16 suite à des violences

Dans ce numéro

- Le travail social
- Les maraudes

Le travail social reste une affaire de femmes

Neuf travailleurs sociaux sur dix sont en réalité des travailleuses sociales. Une féminisation extrême qui continue de s'accroître, car les métiers du "care" demeurent naturellement associés au féminin. À la clé, une professionnalité et une pénibilité peu reconnues, une faible valorisation sociale et des bas salaires.

Au XXe siècle, ce sont des femmes qui inventèrent le travail social. Au fil du temps et de l'émancipation progressive des femmes, le secteur aurait pu - dû ? - développer une plus grande mixité. Il n'en est rien. Un siècle plus tard, ce sont toujours les femmes qui exercent, en grande majorité, ces métiers dits du « care ».

Des stéréotypes solides

Comment l'expliquer ? Sans doute par la solidité des stéréotypes, associant toujours le travail social au travail domestique, mais aussi à un « *métier de bienveillance et d'écoute : un métier de femmes, quoi !* », ironise Céline Lember, membre du conseil d'administration de l'Association nationale des assistants de service social (Anas).

Des métiers dévalorisés

Outre une homogénéité des profils regrettable, la non-mixité du secteur se traduit, plus trivialement, dans les niveaux de salaires. Parce qu'ils sont considérés comme féminins, parce que leur professionnalisme est sous-estimé, les métiers du travail social sont en effet dévalorisés et très mal rémunérés.

La donne changerait-elle si les hommes s'y investissaient ? Difficile à dire : si les initiatives pour plus de mixité se multiplient, le secteur a peu de chances d'attirer davantage d'hommes... tant que les salaires n'y seront pas revalorisés !



Une hiérarchie qui demeure

Et la mixité, quand elle existe, n'échappe pas au pouvoir des stéréotypes. À l'intérieur du travail social, elle enclenche toujours une division des tâches entre sexes, a notamment observé Emmanuelle Mikanga, autrice d'une thèse sur les aides médico-psychologiques (AMP).

Les femmes occupent les postes les plus en contact avec les publics et les moins qualifiés. Il ne s'agit pas seulement d'un partage des tâches : une hiérarchie s'instaure entre hommes - pourtant minoritaires - et femmes.

Déconstruire via la formation

Comment faire pour sortir enfin de ces vieux schémas ? En déconstruisant les modes de pensée, pour commencer, notamment via la formation. Depuis 2018, le genre fait partie des référentiels, mais est encore trop peu abordé dans les cursus, regrette Véronique Bayer, directrice générale de l'Institut de recherche et de formation à l'action sociale de l'Essonne (Irfase).

Mais, signe d'espoir : les jeunes générations arrivant en formation ont tendance à mettre ces questionnements plus souvent sur la table.

Un travail social féministe

Autre piste : faire de cet état de fait une inspiration pour porter le sujet du féminisme et de l'égalité des sexes dans le travail social et l'accompagnement lui-même. Ainsi, pour Emmanuelle Mikanga, « *sortir de l'inégalité entre femmes et hommes est un projet humaniste et fédérateur que le travail social serait à même de porter* ».

Pour aller plus loin sur ce sujet, découvrez notre dossier long format : [« Le travail social toujours porté par les femmes »](#)

Les maraudes confrontées à un sans-abrisme solidement ancré

Un bilan concernant 2021 révèle la diversité des équipes de maraudes. Celles-ci ont rencontré, en majorité, des hommes de 25 à 59 ans, mais également 7 % de mineurs. La plupart des équipes proposent des prestations comme des distributions de biens ou des appuis aux démarches administratives.

« *Le sans-abrisme ne recule pas, malgré l'investissement important de l'État particulièrement depuis la crise sanitaire de 2020.* » Le constat dressé par la Fédération nationale des Samu sociaux, en conclusion de son « Étude nationale maraudes 2022 » indique clairement un échec des politiques à réduire, de façon notable, le nombre de personnes vivant à la rue.

Dans ces circonstances, le recours aux maraudes est indispensable pour créer un lien social et pour soutenir les projets de sortie du sans-abrisme.

L'Île-de-France en tête

En 2022, 141 équipes ont renseigné cette troisième édition de l'étude nationale, portant sur l'année 2021. À noter que la Croix-Rouge a collecté directement les réponses de ses 74 équipes maraudes.

Sans surprise, l'Île-de-France représente 40 % des réponses, loin devant les régions du sud de la France (Paca, Occitanie et Auvergne Rhône-Alpes). Les maraudes ne sont toutefois pas l'apanage des

grandes et moyennes villes : un quart des équipes intervient en milieu rural ou périurbain.

Personnel de santé parfois présent

La composition des équipes traduit une certaine diversité. Parmi celles qui ont répondu directement (hors Croix-Rouge), 25 comptent en leur sein un personnel de santé.

La Fédération des Samu sociaux souhaite que cette présence soit renforcée « *notamment pour faciliter le lien avec la médecine générale et hospitalière* ». Et d'ajouter que « *cette généralisation pourrait être facilitée par un décloisonnement plus grand entre les différents services de l'État (et notamment entre le secteur AHI et les ARS)* ».

Plus de 70 000 personnes

Si on adopte une approche quantitative, il s'avère que chaque équipe de maraude a établi plus de 4 400 contacts en 2021. Ce chiffre moyen cache de profondes disparités. Les 113 équipes (sur 141) qui ont renseigné totalement le questionnaire auraient été en contact pendant cette année avec 72 243 personnes, dont près de 22 000 rien qu'à Paris.

Presque un tiers des équipes ont noué moins de 1 000 contacts alors qu'un quart en affiche plus de 5 000. Ces écarts s'expliquent, en partie, par les différences de territoire : plus il est vaste, plus les temps de déplacement sont importants et moins le nombre de SDF contactés est important.

Répartition des rôles à Paris

À Paris, au vu du nombre d'intervenants, le risque de chevauchement des équipes sur les mêmes secteurs est réel. Mais explique l'étude, il n'en est rien car « *certaines [équipes] travaillent avec des publics spécifiques et des thématiques particulières (familles, personnes non-francophones, personnes en demande d'asile, en situation de prostitution, etc.). D'autres accèdent à des lieux que les autres maraudes ne couvrent pas en raison de leur attribution (Bapsa [Préfecture de police, NDLR], recueil social RATP, maraudes des bois).* »

Au moins une prestation

En quoi consiste exactement l'intervention de ces équipes de maraude ? La très grande majorité d'entre elles propose au moins une prestation pour les SDF. Trois fois sur quatre, il s'agit de distributions qu'elles soient alimentaires, vestimentaires ou de produit d'hygiène.

Dans 60 % des cas, les équipes proposent aussi d'aider à la constitution de dossiers d'hébergement ou de logement. Et enfin, dans moins d'un cas sur deux, les maraudes accompagnent physiquement les personnes sur divers lieux pour appuyer leur demande.

7 % de mineurs

Enfin, intéressons-nous aux bénéficiaires de ces visites. Il s'agit dans trois quarts des cas d'hommes et dans un quart de femmes. Plus de 60 % sont des personnes âgées de 25 à 59 ans, mais on trouve tout de même 7 % de mineurs et 8 % ont plus de 60 ans.

Très majoritairement, les équipes sont en contact avec des personnes seules (78 %), mais elles rencontrent également des mineurs non accompagnés (2 %) et des couples avec ou sans enfant (14 % en tout).

Non-recours et titres de séjour

Dans ses préconisations, la Fédération des Samu sociaux insiste sur l'importance de traiter la question du non-recours aux droits, massive parmi cette population et de celle de l'accès à un titre de séjour pour les étrangers, ce qui pourrait « *permettre à des milliers de personnes d'intégrer un logement et de sortir de la précarité de manière pérenne.* »

Enfin, les maraudes doivent voir leur expertise reconnue dans le cadre de l'élaboration de la politique du Logement d'abord.

Responsable de la publication : Sylvie WANLIN - GCS25

Rédaction : Equipe SIAO

Les contenus ont une valeur informative et sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

IMPRESSION PAR NOS PROPRES MOYENS

Retrouvez l'ensemble des bulletins du SIAO sur notre site internet

<http://siao25.e-monsite.com/pages/bulletin.html>